International Meat Secretariat

www.meat-ims.org | 660 | mars 2024

SOMMAIRE

- Perspectives 2024 de GIRA
- Quels bénéfices attendre de la transformation des systèmes alimentaires?
- Incendies au pays du bétail

Perspectives 2024 de GIRA

Perspectives relativement faibles pour la demande mondiale de viande

En 2023, le pronostic pour le marché mondial de la viande était négatif, avec une inflation galopante des coûts dans presque tous les secteurs de l'approvisionnement confrontés à une crise du coût de la vie en plein essor. En réalité toutefois, le marché de la viande **s'est comporté mieux que prévu**, l'inflation sur la plupart des marchés et les coûts des aliments pour animaux ayant enregistré une baisse. Dans de nombreux pays, et dans le secteur de la volaille en particulier, la rentabilité des producteurs s'est rétablie, car la demande des consommateurs a résisté (malgré la tendance de ces derniers à se tourner vers des produits moins chers) et la production a fait preuve de prudence en prévision de cette instabilité de l'offre et de la demande. **Sur le marché, cinq caractéristiques dominantes ont persisté jusqu'en 2024**:

- **La crise du coût de la vie a été moins grave qu'attendu (mais elle se poursuit):** sur la plupart des marchés, l'inflation – alimentaire et générale – a été forte et a entraîné une baisse généralisée des échanges, mais elle a commencé à reculer plus rapidement que prévu et n'a pas été aussi massivement négative (notamment pour la restauration) que ce que l'on craignait. Cependant, les conséquences de la pression exercée sur les revenus discrétionnaires des consommateurs subsistent sur une plus longue période, en particulier chez les plus vulnérables: par exemple, 25% des Philippins ne peuvent pas se permettre de manger de la viande, surtout aux prix excessifs du porc frais local imputables à l'impact de la FPA sur la production nationale.
- **La Chine déçoit:** sa reprise économique après la politique zéro-Covid est molle. La faible croissance économique, le chômage élevé et la chute des prix de l'immobilier se conjuguent pour faire fléchir la confiance des consommateurs nationaux. La situation est encore aggravée par le déclin des relations politiques avec les nations occidentales avec lesquelles les échanges, tant intérieurs qu'extérieurs, sont réfrénés. La production porcine chinoise a encore augmenté, ce qui a eu des effets négatifs à la fois sur les prix intérieurs du porc et sur la demande d'importation.
- **Les coûts des céréales ont commencé par être élevés, mais ont chuté tout au long de l'année,** aidés par une importante production brésilienne et, plus tard dans l'année, par des récoltes américaines et européennes meilleures que prévu. Les coûts des céréales ont fortement chuté par rapport aux niveaux record de mi-2022 qui ont suivi l'invasion russe de l'Ukraine, et restent orientés à la baisse. La plupart des autres coûts de production demeurent toutefois élevés et bien au-dessus des niveaux d'avant la pandémie: la disponibilité de la main-d'œuvre est encore limitée et ses coûts continuent d'augmenter.
- **Des déséquilibres de marché de types variés,** mais toujours avec des conséquences majeures:
  - **L'Ukraine** est un vendeur de céréales, d'oléagineux et de volaille, **qui rencontre des difficultés** liées à l'accès limité à la logistique d'exportation en raison de la guerre. Ces produits sont extrêmement bon marché en Ukraine et sur de nombreux marchés auxquels ils ont encore accès, comme l'Espagne et la Turquie. Le flux de céréales ukrainiennes vers l'ouest dans les pays voisins de l'UE a porté atteinte à leurs marchés céréaliers et provoqué une réaction violente de la part des producteurs locaux. Pendant ce temps, la Russie négocie à des prix à l'exportation réduits du blé, du gaz et du pétrole avec des pays pour lesquels aucune restriction commerciale réciproque n'est établie. L'Inde, la Turquie, l'Égypte et la Chine sont toutes des partenaires commerciaux majeurs de la Russie qui bénéficient de ces prix réduits. Et naturellement, le secteur russe de la viande profite du bas coût des céréales fourragères.
  - *Les prix du bétail et du bœuf aux États-Unis, au Canada et en Europe se situent à des niveaux record,* tandis que *les prix australiens et sud-américains ont fortement chuté*. Cette situation reflète le resserrement de l'offre en Amérique du Nord, la sécheresse persistante dans le pays des vaches allaitantes ayant eu des conséquences

I.M.S.
5 rue Lespagnol
75020 Paris
FRANCE
Tel:
33 (0)1 44 93 60 20
Fax:
33 (0)1 44 93 60 01

Editor: Hsin Huang
© I.M.S. All rights reserved

No part of this publication may be reproduced in any form or by any means without the prior permission of I.M.S.

www.meat-ims.org

néfastes sur l'offre de bovins d'engraissement, alors qu'un troupeau australien reconstitué faisait face à une situation pastorale en déclin. Les entreprises de conditionnement ont profité de l'offre abondante de bovins de boucherie pour faire baisser les prix des bovins, pendant que les prix de la viande au détail en Australie restaient à des niveaux élevés, attirant une attention significative des médias. Les précipitations généralisées jusqu'à fin 2023 et début 2024, ainsi que les nouvelles prévisions annonçant le retour du phénomène météorologique La Niña (et non El Niño) ont inversé les perspectives pastorales à court terme et permis aux éleveurs de conserver le bétail.

- *Les prix porcins européens ont culminé* à des niveaux record à la mi-2023, tandis que les *États-Unis et une grande partie du reste du monde ont été confrontés à de faibles prix à la production* et à des pertes croissantes. En Europe, la flambée des prix était due aux fortes réductions des abattages, en réaction à 18 mois de pertes agricoles considérables avant le premier trimestre de l'année 2023, aggravées par les perspectives, à cette époque, de hausse des coûts, de faiblesse de la demande et d'une combinaison menaçante de restrictions environnementales croissantes et de politiques sociales hostiles.

Les marchés ne sont pas restés longtemps en déséquilibre et, comme le montrent les graphiques, les prix des bovins dans l'hémisphère Sud se sont rétablis alors que les prix dans l'hémisphère Nord ont chuté. De même, les prix du porc européen ont reculé par rapport à leur niveau record à mesure que le déclin de la production s'est enrayé, en partie grâce à la baisse des coûts de l'alimentation animale.

- **Une situation sanitaire menaçante,** l'IAHP et la FPA se propageant dans le monde entier, entraînant des conséquences imprévisibles, mais généralement désastreuses. Certains pays, tels que la Chine, la Thaïlande et le Belarus signalent peu, voire aucun cas de FPA en 2023, ce qui est peu crédible et rend difficile pour quiconque de comprendre à quel point la FPA affecte la production actuelle et future. Pendant ce temps, d'autres pays, comme la Suède, ont reconnu le caractère spécifique de l'épidémie et ont agi immédiatement pour contenir sa propagation de manière extrêmement efficace. Au brésil, l'IAHP devrait frapper des cheptels avicoles commerciaux au cours du premier semestre 2024.

Compte tenu des perspectives mondiales de demande de viande toujours réfrénées par les faibles conditions de croissance économique et l'inflation (bien qu'en baisse), et d'une telle incertitude politique au Moyen-Orient, en Russie et en Chine, il n'est pas surprenant que le mot d'ordre dans l'industrie continue d'être celui d'une **croissance prudente de la production pour 2024.**

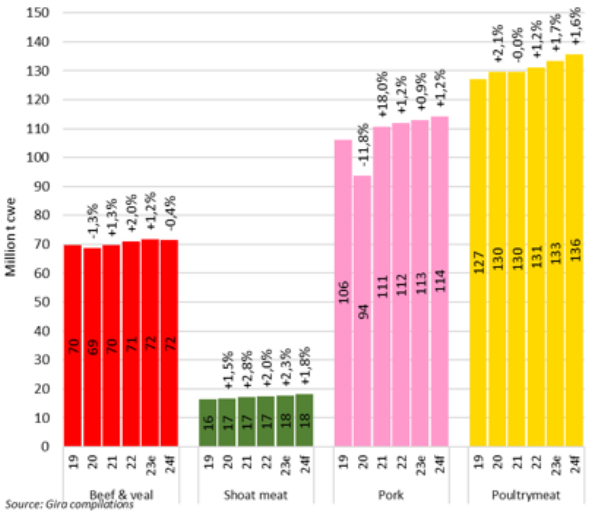
L'offre de viande bovine reste limitée, la production mondiale devant chuter en 2024, principalement en raison des baisses de production en Amérique du Nord (et en Europe) qui ne sont pas compensées par la croissance dans l'hémisphère Sud. La viande de mouton enregistrera une tendance à la hausse, et c'est la croissance asiatique qui en profitera le plus. L'offre de porc augmentera de moins de 1%, car la poursuite du rétablissement en Asie à la suite de la FPA est contrebalancée par des baisses de production imposées par les pertes généralisées des producteurs et les contraintes environnementales grandissantes. La croissance de la production avicole sera supérieure à 1-2%, mais inférieure aux taux de croissance historiques en raison de ces périodes de prudence et de la menace continue de l'IAHP.

Le commerce international de la viande connaîtra également une nouvelle année en demi-teinte, la Chine et les autres marchés asiatiques majeurs continuant de présenter une demande intérieure relativement faible, incapable de soutenir les conditions solides du marché des importations qui existaient dans la décennie précédant la pandémie de Covid.

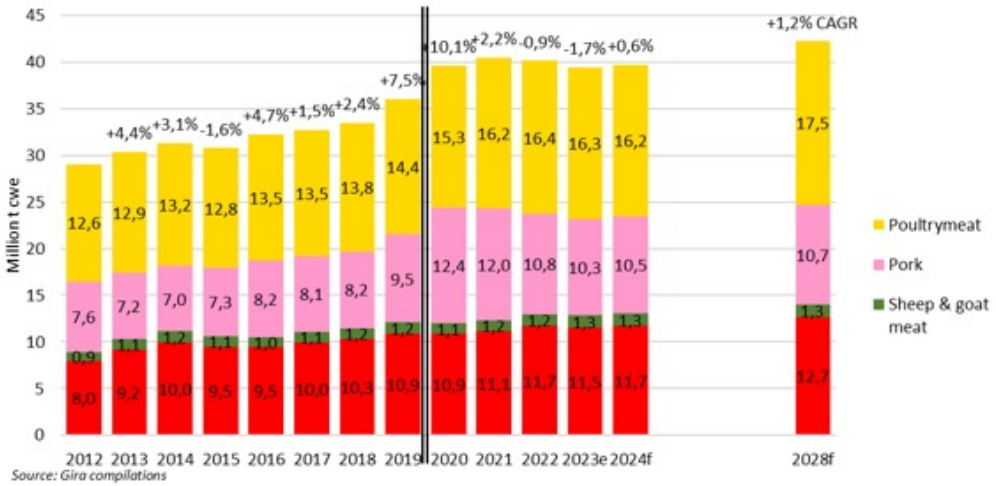
Prix des producteurs de bovins
Prix des producteurs de porcs



Production mondiale prévisionnelle de viande par espèce 2019-2024



Volumes commerciaux internationaux prévisionnels de viande par espèce 2019-2024, 2028



Source: Gira compilations

Extrait du Gira Meat Club, édition de janvier 2024.

Richard Brown, directeur

+33 4 50 40 24 00

contact@girafood.com

Quels bénéfices attendre de la transformation des systèmes alimentaires?

Quel est le poids économique, pleinement évalué, de l'alimentation et de l'agriculture, et quels pourraient être les bénéfices nets de la transformation du système alimentaire?

Un rapport récent de la Commission Économie des systèmes alimentaires tente d'apporter des réponses en établissant les coûts environnementaux et sanitaires pour la société. Le rapport intitulé ***The Economics of the Food System Transformation*** (https://foodsystemeconomics.org/) a été élaboré par plusieurs économistes, scientifiques et personnes influentes, et financé par le Wellcome Trust, la Fondation IKEA, la Fondation Quadrature Climate, la Norwegian Climate and Forest Initiative (NICFI) et la Fondation Rockefeller.

Le montant global des coûts des systèmes alimentaires actuels est astronomique, selon certaines estimations, et on avance qu'il est beaucoup plus élevé que la valeur marchande apportée par les systèmes alimentaires à la prospérité mondiale. Alors que les systèmes alimentaires existants nourrissent une population mondiale qui a doublé depuis les années 1970, les *coûts* non comptabilisés des charges qui pèsent sur les personnes et la planète sont actuellement estimés à 15 000 milliards de dollars américains par an, soit 12% du PIB mondial de 2020.

Le rapport vise à démontrer que la transformation des systèmes alimentaires entraînerait une baisse des coûts et générerait de plus grands avantages à la fois pour la planète et pour la société. Les *bénéfices nets* d'une telle transformation sont estimés entre 5 000 et 10 000 milliards de dollars par an, soit entre 4 et 8% du PIB mondial de 2020. En outre, la transformation des systèmes alimentaires, conjuguée aux transitions qui ont lieu en dehors du secteur alimentaire, notamment le passage à une énergie à faibles émissions, pourrait permettre que le réchauffement climatique se maintienne bien en dessous de 1,5° C à la fin de ce siècle.

Les coûts non comptabilisés couvrent:

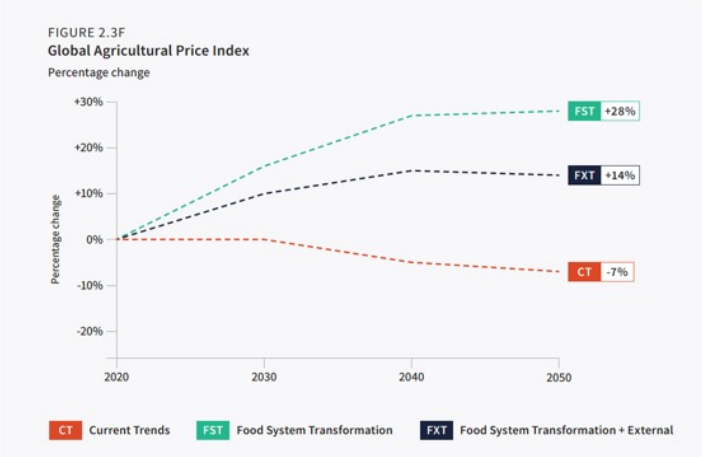
- *Les coûts de santé*, estimés à 11 000 milliards de dollars et considérés comme ayant des effets négatifs sur la productivité du travail. Ces coûts sont dus à la prévalence de maladies non transmissibles, dont le diabète, l'hypertension et le cancer qui peuvent être imputables à l'alimentation. Une grande partie de ces charges est supportée par des personnes souffrant d'obésité, estimées à 770 millions, et les coûts de productivité liés à la sous-nutrition qui affecte 735 millions de personnes, sur une population mondiale de 8 milliards.
- *Les coûts environnementaux*, estimés à 3 000 milliards de dollars par an; ils reflètent les effets négatifs des pratiques actuelles en matière d'utilisation des terres agricoles et de production alimentaire. Ces pratiques sont responsables d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre, y compris les émissions résultant de la déforestation, et entraînent la perte nette de plus de 6 millions d'hectares de forêts naturelles chaque année. Les coûts environnementaux comprennent également les coûts de la perte de biodiversité et les dommages environnementaux causés par l'excès d'azote qui s'infiltre dans les cours d'eau et pollue l'air.
- Les *coûts* liés à la *pauvreté structurelle* des systèmes alimentaires sont dus au poids des prix des denrées alimentaires et aux faibles revenus des nombreux travailleurs de la production alimentaire. L'incidence de la pauvreté tend à être plus élevée dans l'agriculture que dans les autres segments des systèmes alimentaires.

Le rapport modélise trois scénarios à l'horizon 2050: un scénario de *business-as-usual* (continuité des tendances actuelles); un scénario de transformation des systèmes alimentaires; et un scénario de transformation des systèmes alimentaires associée à des facteurs extérieurs, notamment l'énergie

verte.

En suivant la voie des tendances actuelles jusqu'en 2050, l'insécurité alimentaire et la sous-nutrition laisseraient 640 millions de personnes, dont 121 millions d'enfants, en insuffisance pondérale en 2050, en particulier en Inde, en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne; tandis que l'adoption au niveau mondial de régimes riches en graisses, en sucre, en sel et en aliments ultra-transformés augmenterait le nombre de personnes obèses dans le monde de 70%, à environ 1,5 milliard en 2050, soit 15% de la population mondiale prévue. Le gaspillage alimentaire par habitant augmenterait de 16%.

D'autre part, le scénario de transformation des systèmes alimentaires implique l'adoption progressive par tous les pays d'ici à 2050 d'un régime alimentaire de référence sain au sens défini par la Commission EAT-Lancet (2019). Ce régime comprend ce qui est considéré comme un apport alimentaire minimum bon pour la santé en fruits, légumes, soja et autres légumineuses, ainsi qu'en fruits à coques, et comme un apport alimentaire maximum bon pour la santé en sucre et en huiles végétales, ainsi qu'en viande rouge, volaille, œufs et produits laitiers. Cependant, à l'intérieur de ces limites, les habitudes alimentaires spécifiques à chaque pays peuvent être très diverses. Le scénario de transformation des systèmes alimentaires réduirait la mortalité liée à l'alimentation, faisant passer de 12 millions par an les décès imputables à une mauvaise alimentation en 2020 à 7,7 millions en 2050 en diminuant les taux de maladies cardiovasculaires et de cancers. Comparativement au scénario des tendances actuelles, 174 millions de vies seraient sauvées grâce à la réduction des maladies chroniques liées à l'alimentation dans le cadre du scénario de transformation des systèmes alimentaires. Si l'on tient compte de l'influence du changement d'alimentation tant sur la consommation que (indirectement) sur l'utilisation des terres, l'évolution de l'alimentation représente 70% des avantages de la transformation des systèmes alimentaires. Dans le scénario de transformation, les



prix des produits de base agricoles progresseraient de près de 30% d'ici à 2050, ce qui devrait probablement augmenter considérablement les prix payés par les consommateurs pour se nourrir, contre une baisse d'environ 7% dans le scénario des tendances actuelles (voir Figure ci-dessus). La hausse des prix alimentaires serait quelque peu compensée par l'augmentation des revenus et l'évolution des habitudes de consommation.

Au niveau mondial, les coûts de la transformation des systèmes alimentaires ne sont estimés qu'à 0,2-0,4% du PIB mondial, un chiffre accessible par rapport aux bénéfices mondiaux, mais la mise en œuvre du scénario de transformation des systèmes alimentaires dans le monde nécessitera des investissements et des transferts de 500 milliards de dollars en moyenne chaque année d'ici à 2050, en particulier des pays les plus riches vers les pays les plus pauvres.

Que dit le rapport sur les aliments d'origine animale? Dans l'ensemble, les conclusions sont extrêmement défavorables. Ce rapport s'appuie largement sur les rapports EAT-Lancet et le Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires de 2021 qui «soulignent la nécessité de voies complètes et durables, fondées sur des preuves scientifiques, des recherches et des principes, vers une transformation durable des systèmes alimentaires». Le rapport soutient que «il existe un fort consensus quant au changement de cap préconisé en matière de régime alimentaire», ce qui est contestable (ainsi que l'a souligné l'OIV). L'augmentation au niveau mondial de la consommation de viande dans le cadre du scénario des tendances actuelles est jugée incompatible avec l'objectif climatique de 1,5°C et les objectifs de protection des terres convenus lors de la réunion de 2023 de la Convention sur la diversité biologique.

Alors que la surconsommation et la sous-consommation d'aliments d'origine animale se rencontrent désormais dans des régions à revenu élevé, moyen et faible, en moyenne, il faudrait que les régions à revenu élevé et intermédiaire soumises au scénario de transformation des systèmes alimentaires réduisent leur consommation par habitant d'aliments d'origine animale de 68% et 62% respectivement entre 2020 et 2050, et augmentent leur consommation de fruits, de fruits à coques, de légumes et de légumineuses. Au total, les régions à faible revenu verraient une baisse globale de 33% de la consommation d'aliments d'origine animale dans le cadre du scénario de transformation, même s'il faudrait que la consommation de ces aliments par des groupes actuellement sous-alimentés dans ces régions augmente pour que leur santé s'améliore. Dans le scénario de transformation des systèmes alimentaires, l'abandon des aliments d'origine animale entraînerait une baisse de 50% de la production animale mondiale, réduisant l'emploi dans ce secteur.

Le rapport reconnaît deux contributeurs importants pour la réalisation de bénéfices nets découlant de la production animale: l'intensification de l'élevage, en particulier dans les pays à faible revenu, qui améliore l'efficacité de la conversion des aliments en produits; et (plus généralement)

une plus grande intégration des échanges commerciaux, alliée à la diversification des routes commerciales, pour de meilleures liaisons entre les régions présentant des excédents et des déficits alimentaires. Cette interconnexion renforcerait la résilience du système alimentaire face aux perturbations, contribuant à prévenir la perte de vies humaines lors d'événements météorologiques extrêmes et de mauvaises récoltes.

La méthodologie consiste à attribuer des valeurs monétaires aux résultats en matière de santé, d'environnement et de croissance des revenus. Les coûts de santé sont calculés en évaluant l'ampleur de la perte de productivité de main-d'œuvre causée par une mauvaise alimentation, induite par la forte incidence de l'obésité et l'importance majeure des problèmes de santé chroniques. Les impacts de la malnutrition ne sont pas entièrement pris en considération, car les effets d'autres problèmes de santé liés à l'alimentation, tels que la mortalité maternelle due à l'anémie, ne sont pas inclus dans ces évaluations.

Les coûts environnementaux correspondent aux effets négatifs des systèmes alimentaires d'aujourd'hui sur les écosystèmes et le climat et comprennent les coûts des pratiques actuelles en matière d'utilisation des terres agricoles et de production alimentaire. Ces coûts incluent également les coûts liés à la perte de biodiversité et les dommages environnementaux causés par les excédents d'azote.

Les coûts de la pauvreté découlent de la contribution des systèmes alimentaires à la pauvreté structurelle au travers du coût des denrées alimentaires. L'estimation des coûts correspond à l'écart de revenu par rapport au seuil de pauvreté – c'est-à-dire le montant nécessaire pour que toutes les personnes pauvres disposent de 3,20 dollars par jour.

Depuis longtemps, nombre d'économistes et de scientifiques s'efforcent de prendre en compte et d' «internaliser» ces externalités négatives et positives. Bien que de tels efforts offrent des informations précieuses aux parties prenantes et aux décideurs, de redoutables défis de conception, d'évaluation et d'agrégation sont à relever. Les externalités négatives et positives reposent sur des valeurs présumées puisqu'il n'existe pas de prix du marché. Il en est de même pour les taux d'actualisation à appliquer lorsqu'il s'agit d'exprimer des valeurs futures en termes actuels. En cas d'ajustement des prix (par exemple, une taxe sur des aliments jugés malsains), les réponses de la demande et de l'offre doivent être prises en compte. Un exemple pertinent est la réduction du gaspillage alimentaire: si le gaspillage alimentaire était éliminé, la demande de production serait réduite, si bien que l'effet net pourrait être relativement faible. Si l'adoption d'une alimentation saine entraîne moins de décès prématurés, les bénéfices d'une vie professionnelle plus active et d'une diminution des frais médicaux doivent (d'un point de vue macroéconomique) être mis en balance avec les coûts des ressources supplémentaires utilisées par un plus grand nombre de retraités non actifs. Il est également primordial que ce type d'études prenne en compte l'influence de facteurs aggravants (régime alimentaire, exercice, mode de vie, tabagisme, etc.) pour établir les liens de causalité, et évalue les externalités dans *tous* les secteurs afin d'en mesurer l'importance relative.

Le rapport décrit les mesures que les gouvernements peuvent prendre, comme les impôts et les subventions, les réglementations et les contrôles, la recherche et le développement, l'information, la sensibilisation et l'éducation pour encourager le changement des comportements. Le rapport illustre, à travers des études de cas menées dans divers pays, comment différentes mesures s'avèrent efficaces, mais le défi politique, économique et social à relever pour répondre à l'ampleur du changement mondial proposé dans le rapport est considérable – notamment parce que les changements proposés s'appuient sur des hypothèses très contestées quant à ce qui constitue une alimentation saine.

Wilfrid Legg, consultant

Note de l'éditeur: une analyse de suivi sur les aspects nutritionnels (méthodologie et preuves utilisées ou opportunément omises!) par notre comité sur la Nutrition et la Santé humaine sera publiée dans une

Incendies au pays du bétail

Personne ne s'attend à ce que l'hiver soit la saison des incendies, à plus forte raison dans les prairies froides. Et pourtant…

C'est peut-être la fin de l'hiver, mais les feux de forêt sont en train de détruire des milliers d'hectares au Texas, premier État producteur de bétail. L'incendie, baptisé *incendie de Smokehouse Creek*, qui a pris naissance le lundi 26 février dans la région de Panhandle (constituée de hautes plaines), est devenu, le jeudi 29, le plus grand incendie de forêt de l'histoire du Texas: au matin du 29, l'incendie, après avoir consumé plus de 400 000 hectares, n'était contenu qu'à 3% à peine.

Selon les journalistes, l'incendie a détruit l'équivalent de 150 terrains de football (environ 80 hectares) par *minute* et avait déjà brûlé plus de surface que tous les feux de forêt réunis ayant eu lieu au Texas en 2023.

D'après le *New York Times*, «les éleveurs, dont certains ont lutté seuls contre les flammes à l'aide de camionnettes transformées en camions de pompiers de fortune, ont observé les prairies, qui constituent la base de l'alimentation de leur bétail, se transformer en un paysage désolé de terres brûlées. Un éleveur, Jeff Chisum, a indiqué être passé avec des veaux survivants devant les restes carbonisés de vaches adultes dispersés le long d'une route.

«C'est dur à regarder», a déclaré

M. Chisum, dont le ranch, situé au nord de la ville de Pampa et directement sur la trajectoire de l'incendie, s'est embrasé lundi. La quasi-totalité des 12 000 hectares de son ranch a été brûlée. «Nous aimons nos animaux et notre pays, et chaque fois que quelque chose comme ça arrive et ravage tout, c'est dur à avaler.»

Ainsi qu'indiqué dans la revue *Progressive Farmer*, «le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a déclaré l'état de catastrophe pour 60 comtés de son État en réponse à l'activité généralisée des incendies de forêt ravageant maisons et constructions diverses, et diffusé mardi des ordres d'évacuation obligatoires et volontaires pour plusieurs villes. Les feux de forêt se sont également étendus à l'Oklahoma. Plusieurs autoroutes ont été fermées dans les zones touchées par les incendies, et les responsables des services d'urgence du comté ont œuvré jusqu'à la nuit pour informer les citoyens sur les voies d'évacuation, les abris d'urgence, leur ordonnant même de s'abriter chez eux. Dans certaines villes, comme à Canadian (Texas), des patients hospitalisés ainsi que des résidents d'établissements de soins ont dû être évacués.»

Quelle est la cause de ces incendies?

Les gigantesques feux de forêt sont malheureusement devenus monnaie courante dans l'ouest des États-Unis, des villes entières étant parfois englouties par les flammes. Les causes de ces incendies de plus en plus importants vont des épisodes de sécheresse prolongée à la mauvaise gestion des forêts en passant par la menace générale du changement climatique, lequel modifie les conditions atmosphériques et les régimes climatiques millénaires.

Les feux de prairies tels que ceux qui sévissent aujourd'hui au Texas et dans les hautes plaines ne datent pas d'hier, mais les feux de prairies gigantesques constatés pendant les mois d'hiver, c'est du jamais vu. Déplacer des dizaines de milliers de têtes de bétail, sans parler des individus, pour les mettre hors de danger par un temps hivernal instable est un énorme défi. Partout dans la région, des stades de rodéo ou des structures accueillant des événements de plein air ont été ouverts pour protéger du feu bétail, chevaux et animaux de compagnie, mais à ce jour, les besoins sont bien supérieurs à l'offre. Le 29 février, environ 5 000 têtes de bétail ont perdu la vie dans le seul incendie de Smokehouse Creek.

À cela s'ajoute le fait qu'environ 86% de la production bovine du Texas sont concentrés dans la région de Panhandle, selon la chaîne d'information CNN. Le commissaire à l'agriculture du Texas, Sid Miller, a déclaré le 29 février que l'État ne savait pas exactement combien de bovins étaient morts, mais que «le nombre va être très important. Nous avons probablement perdu des dizaines de milliers de têtes de bétail, principalement des bovins.» Cette perte s'ajoute au fait qu'au 1er janvier, le cheptel bovin national était à son plus bas niveau depuis plus de sept décennies, après que la sécheresse a réduit la quantité de pâturages disponibles.

Andy Holloway, conseiller agricole du comté de Hemphill, dans la région de Panhandle, a qualifié les pertes de bétail de «terrible tragédie». «Nous avons perdu beaucoup d'hectares, beaucoup de bétail et beaucoup de maisons. Jusqu'à présent, nous n'avons entendu parler d'aucune perte humaine. Mais la perte de biens, y compris de bétail, est considérable», a déclaré Holloway à *Farm Progress*. Il a estimé que d'ici à ce que Smokehouse Creek soit enfin sous contrôle, «des milliers de bovins seront perdus à cause de cet incendie de forêt massif».

Alors que les éleveurs sont à la merci des intempéries et des catastrophes naturelles depuis des temps immémoriaux, l'impact inexorable du changement climatique pousse les éleveurs à repenser des schémas séculaires et à s'adapter à des conditions souvent sans précédent.

De nouvelles stratégies pour une viande bovine de meilleure qualité

Le pâturage régénératif fait partie de ces nouvelles stratégies. «Le pâturage régénératif est une forme de pâturage qui nous permet de tirer parti des quatre processus écosystémiques: réparer, reconstruire, revitaliser et restaurer», indique Allen Williams, un agriculteur familial de sixième génération, pour *The Cattle Site*. «Cela commence par la vie sous le sol, puis se traduit par la vie au-dessus. Je réfléchis à la façon dont je nourris les microbes sous mes pieds parce qu'ils sont d'une importance cruciale pour moi et ma réussite en tant qu'agriculteur ou éleveur. Ensuite, je pense à mes plantes: est-ce que je pratique un pâturage qui va bénéficier à mes plantes et leur permettre de se remettre plus rapidement des effets de celui-ci avec l'objectif d'optimiser le cycle des nutriments et de faciliter le cycle de l'eau à travers ces plantes tout en maximisant la capture photosynthétique?»

Certains affirment que les pâturages qui ont été gérés de manière régénérative ont non seulement pour résultat que les bovins produisent une viande plus riche en nutriments, mais aussi que ces pâturages séquestrent beaucoup plus de carbone que les autres prairies d'élevage, devenant ainsi potentiellement un facteur important du contrôle des émissions de carbone qui contribuent au changement climatique. Ces affirmations sont toutefois contestées.

Jason Rowntree, chercheur à l'université d'État du Michigan, a déclaré au *New York Times* en 2022 que si le pâturage régénératif «crée une cascade de bonnes choses», ses recherches et celles d'autres chercheurs ont montré que la quantité de carbone séquestré peut varier considérablement selon les régions, en fonction en grande partie de la quantité de précipitations et d'azote disponible dans le sol. «En fonction de la quantité de ces éléments, la capacité à produire du carbone peut changer radicalement», a-t-il déclaré. «Cela doit être étudié dans un contexte localisé.»

Or, le «contexte localisé» est précisément ce à quoi les éleveurs de bovins de la région texane de Panhandle sont confrontés en ce moment, à un degré extraordinaire. Alors que les flammes embrasent toutes les terres d'élevage, la question pour les producteurs de viande dans les États de l'ouest des États-Unis est la suivante: qu'est-ce qui doit changer pour prévenir ces catastrophes à l'avenir et, partant, protéger le secteur?

Steve Bjerklie, collaborateur à la rédaction, revue *Meat & Poultry*;correspondant à *The Economist*.